

La castastrophe qui vient

Il n'y a vraiment plus de temps à perdre

mercredi 15 janvier 2020, par [Denis COLLIN](#)

De quelque côté que l'on aborde les problèmes, nous sommes au bord d'une série de ruptures fondamentales, à court ou moyen terme. Ruptures politiques majeures en Europe. Ruptures dans le système capitaliste mondial. Menaces aggravées sur les conditions mêmes de la vie humaine sur cette planète.

Commençons par le court terme et l'environnement le plus proche. Depuis maintenant presque 15 mois, la France est en état de crise sociale permanente. Le mouvement des Gilets Jaunes, bien qu'affaibli, continue d'irriguer en profondeur le peuple. Le gouvernement Macron-Philippe le sait bien : il est minoritaire dans le pays et s'appuie sur une masse de retraités (qui ont peur) et sur les classes moyennes supérieures (le bloc élitaire dont parle Jérôme Sainte-Marie) et compte se servir, le moment venu, du fameux repoussoir Le Pen, toujours prêt à servir pour conserver le pouvoir avec un petit quart de l'électorat [1]. Mais il n'est pas certain que cette manœuvre qui fonctionne si bien depuis 2002 fonctionne éternellement. La colère que l'on sent sourdre d'en-bas peut prendre des formes inattendues. On sait qu'en décembre 2018, le pouvoir a eu vraiment peur que la foule envahisse Élysée et qu'il ne faille organiser la fuite piteuse de son locataire. Rien ne dit qu'une telle situation ne se reproduira pas.

Le gros problème n'est pas la possibilité d'événements révolutionnaires. Il est que, dans l'état actuel de décomposition politique de ce qu'il est convenu d'appeler les "forces de gauche", voire "le mouvement ouvrier", la révolution peut déboucher sur n'importe quoi, y compris un régime autoritaire, corporatiste et plus ou moins fascisant.

Le gouvernement peut, à l'usure, imposer sa réforme des retraites, mais la haine qu'il suscite ne s'éteindra pas pour autant. Est-il possible, face à cette situation, de construire un alternative politique sérieuse, capable de défendre la souveraineté de la nation, la démocratie et les conquêtes sociales ? Voilà la question à laquelle il faut donner d'urgence une réponse.

Mais la France n'est pas seule. C'est toute l'Europe qui se trouve dans la tourmente. La sortie du Royaume-Uni de l'UE est un premier pas qui peut rapidement (sous l'effet d'une grave crise économique par exemple) entraîner la dislocation de l'UE. Les intérêts des nations et des peuples prendront le dessus, d'une manière ou d'une autre. Mais encore une fois, c'est la manière qui va compter. Pour l'instant les forces critiques vis-à-vis de l'UE sont plus ou moins captées par des groupes de politiciens sans audace qui sont prêts à crier fort contre l'immigration mais réaffirment leur volonté de rester dans l'UE et dans l'euro. Le Pen, Salvini et Orban sont sur cette ligne. La place est libre pour une force socialiste, ouvrière, capable d'organiser la liquidation de cette camisole de force qu'est l'UE. Mais la place reste assez désespérément vide.

Il n'y pas de "menace fasciste". La décomposition du mouvement ouvrier est telle que la bourgeoisie ne se sent pas menacée et n'a aucun besoin de recourir à un moyen aussi coûteux que le fascisme. Les "antifascistes" et les "progressistes" ont absolument besoin d'un ennemi "fasciste" et donc ils caractérisent comme fascistes des partis qui ne le sont pas (RN, Lega) et grossissent démesurément des groupes insignifiants, "identitaires" de tous poils, qui ne sont que des résidus impuissants. Par contre, la transmutation de partis ou mouvements officiellement démocratiques en piliers d'un pouvoir autoritaire à vocation plus ou moins totalitaire, voilà qui est dans l'ordre du possible. En Turquie, la trajectoire d'Erdogan en est exemple. En France, la transformation de la police en garde prétorienne et la soumission de la magistrature, la répression féroce des mouvements sociaux (manifestations réprimées avec des armes de guerre, lourdes peines de prison ferme pour les manifestants), la mainmise totale sur les grands médias publics ou privés, dessinent une inquiétante évolution, au point que beaucoup de ceux qui avaient

voté Macron pour "faire barrage" à Le Pen sont en train de se dire que Macron fait pire en matière de libertés. De quoi donner raison à Pasolini qui affirmait que lorsque le fascisme reviendrait il serait baptisé "antifascisme". Il y aurait encore beaucoup à dire quant à la contribution fondamentale que le gauchisme décomposé (féministes ultra, transgenres et autres amis de l'islamisme) apporte à la restriction des libertés de base (voir notre article dans [Marianne](#). Beaucoup à dire sur la manière dont la destruction de la "décence commune" contribue à servir le pouvoir. Là encore, la réaction pourrait être terrible.

Cette crise politique endémique est en quelque sorte "surdéterminée" par la crise globale du système capitalisme "national-mondial". La "mondialisation" loin d'effacer les vieilles nations et les vieilles tentations impériales les a fait renaître. Non seulement la Chine et l'Inde, mais aussi la Turquie, l'Iran, l'Arabie Saoudite et à un moindre degré le Brésil aspirent à jouer un rôle autonome sur la scène internationale, précisément parce que la mondialisation leur a donné une place nouvelle et des moyens nouveaux. Les USA et la Russie ne forment plus depuis longtemps le duopole autour duquel s'organisait "l'ordre mondial", ce que les trotskistes appelaient "la sainte alliance contre-révolutionnaire". Dans ce chaos, tout devient possible et aucune ligne d'avenir stable ne peut se dessiner. Il est loin le temps des Fukuyama et autres apôtres de "la fin de l'histoire" et de l'avènement d'un nouvel ordre mondial pacifié par la démocratie et le marché. Le libre échange sans borne mis en œuvre par Thatcher et Reagan agonise. Trump a sifflé la fin de partie. Mais tout le monde sait depuis un moment que c'est fini.

L'autre aspect fondamental est la crise de l'accumulation du capital. La crise des "subprimes" en 2007-2008 n'est pas encore complètement terminée (beaucoup de pays n'ont pas retrouvé leur niveau de cette époque) que déjà se profile une nouvelle crise, peut-être plus ravageuse encore que la précédente. Les taux 0 ou les taux négatifs sont des indices certains que les taux de profits réels sont laminés. Les opérations spéculatives ne suffisent plus à enrayer la surabondance de capital qui ne trouve pas à être mis en oeuvre à un taux de profit suffisant.

Les politiques de "*quantitative easing*", impulsée par la Banque centrale européenne et par les autorités américaines ont atteint leurs limites. Un rapport (datant de septembre) de la BRI fait part des inquiétudes des milieux financiers (voir le site "[Les crises](#)"). Cette inquiétude ne tient pas à des causes conjoncturelles. Les "mieux informés" savent que les méthodes qui ont été utilisées pour sauver les banques en 2007-2008 ne pourront pas être réutilisées. La montagne de dettes que l'on sait pratiquement insolvable ne cesse d'augmenter. Certains fonds de pension américains ont déjà fait faillite. Personne ne peut jurer que l'endettement des étudiants est solvable - les plus grands doutes règnent sur ce sujet et nombre de commentateurs pensent que c'est par là que viendront les nouvelles crises. Enfin les "taux 0" ont poussé à l'endettement pour l'achat immobilier, ce qui a fait monter les prix de l'immobilier et nul ne sait quand cette bulle va exploser. L'industrie ne va pas mieux et une crise ravageuse de l'industrie automobile est annoncée pendant que les "énergies renouvelables" comme l'éolien marquent le pas - les faillites en série ont déjà été enregistrées au USA et Allemagne dans ce secteur.

Tous ces signes, combinés, annoncent un nouveau krach du mode de production capitaliste à l'échelle mondiale. Et comme on n'a plus beaucoup de filets de sécurité, il va y avoir des morts, symboliques et réels.

Le capital se sort toujours de crises, si on le laisse faire : guerres, destruction massive de forces productives, etc. Mais cette fois, les choses seront plus difficiles. En effet d'une part, trouver de nouveaux débouchés et de nouvelles zones d'accumulation du capital sera plus difficile, précisément parce que la mondialisation a entraîné dans les ronds toutes les régions du monde. Ensuite, nous sommes entrés durablement dans un monde d'énergie chère. Le miraculeux pétrole se fait non plus rare dans l'absolu mais plus difficile à obtenir. Et comme produire, c'est dépenser de l'énergie, les perspectives de croissance sont plutôt moroses. Les gains attendus de l'IA ne seront pas de vrais gains puisque la seule chose qu'ils puissent faire, c'est mettre au chômage des millions de travailleurs et notamment de travailleurs qualifiés. Si la mode de production de capitaliste est la domination du travail mort sur le travail vivant, nous sommes en plein dedans !

Nous pouvons sans peine reprendre les prédictions d'Immanuel Wallerstein (et alii) dans l'ouvrage [Le capitalisme a-t-il un avenir ?](#) qui donnent au capitalisme une survie jusque vers 2050. La question qui se pose est de savoir comment se passera cette fin du capitalisme et sur quoi elle débouchera. Wallerstein

laisse ouvertes toutes les possibilités. Tout dépend de la capacités qu'ont les hommes de ressaisir leur destin, c'est-à-dire de construire la force politique apte à conduire ce changement vers une société meilleure que celle que nous connaissons. Le *Manifeste de la Sociale*, "**Pour un XXIe siècle plus heureux**", posait quelques jalons que nous pourrions développer. Nous republions prochainement ce manifeste sur notre site.

Il existe des forces que l'on peut rassembler pour engager une dynamique positive. Des groupes, des tendances, des individus qui n'acceptent pas la décomposition sociale, politique et morale de notre monde, des gens qui, chacun de leur côté, affirment lutter pour la souveraineté nationale, la démocratie et les droits sociaux et qui devraient se retrouver pour mettre ensemble leurs idées, en balançant par dessus bord les vieilles étiquettes inutilisables de droite et de gauche. Tout cela est aujourd'hui réalisable parce que même certains "intellectuels organiques" de la classe dominante commencent à réaliser que le "néolibéralisme", c'est-à-dire le capitalisme absolu, mène à l'impasse. Des économistes aussi orthodoxes que Philippe Aghion commencent à considérer que la dynamique actuelle du capitalisme n'est pas soutenable. Son collègue Patrick Artus concédait même en 2018 que "la dynamique du capitalisme est aujourd'hui bien celle qu'avait prévue Karl Marx".

Qu'attendons-nous donc ? Qu'attendons-nous pour regrouper la masse critique suffisante pour qu'un nouveau processus politique, car, quand on y réfléchit bien, il s'agit, ni plus ni moins, de la survie de l'humanité ?

Le 15 janvier 2020

Notes

[1] Profitons en pour signaler le livre de Florent Bussy, *Les élections contre la démocratie*, éditions Libre et Solidaire, 2019